



**Commission  
Inclusion Sociale,  
Démocratie Participative  
et Droits Humains**

**COMMISSION D'INCLUSION SOCIALE,  
DE DEMOCRATIE PARTICIPATIVE ET DES DROITS HUMAINS**

**RÉUNION ANNUELLE 2013**

**RABAT, 2 OCTOBRE 2013**

**COMPTE-RENDU**



**United Cities and Local Governments  
Cités et Gouvernements Locaux Unis  
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos**



## DOCUMENTATION

1. Compte-rendu .....	3
2. Liste des participant-e-s .....	8
3. Annexe 1. Ordre du jour de la réunion .....	9
4. Annexe 2. Rapport d'activités 2011 - 2013.....	10
5. Annexe 3. Liste des membres de la Commission .....	14



## 1. PROCÈS-VERBAL

*La Réunion Annuelle 2013 de la Commission d'Inclusion Sociale, de Démocratie Participative et des Droits Humains des Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) s'est tenue le 2 octobre 2013, dans le cadre du Sommet des Dirigeants Locaux et Régionaux et du 4<sup>ème</sup> Congrès Mondial de CGLU, qui ont eu lieu à Rabat (Maroc), du 1<sup>er</sup> au 4 octobre 2013. La rencontre a eu lieu de 9 heures à 10 heures 30, dans la Salle des Débats de l'Hôtel Sofitel.*

\*\*\*\*\*

### Bienvenue et tour de présentations

M. **Patrick Braouezec**, Premier Vice-président de la Commission et Président de Plaine Commune, a ouvert la réunion en souhaitant la bienvenue à tous/toutes les participants/participant.es. Séance tenante, il les a invités à se présenter en indiquant leur nom et l'institution qu'ils représentent.

Après le tour des présentations, **M. Braouezec** a souligné la vaste représentativité géographique qu'avait la réunion, indiquant la présence de 25 pays de 6 régions du monde.

### Présentation du Rapport d'Activités 2011-2013

En abordant déjà le premier point de l'ordre du jour, le Premier Vice-président de la Commission a fait un bref exposé du travail réalisé par la Commission au cours des années 2011-2013.<sup>1</sup> Il a notamment souligné trois grands axes de travail. Tout d'abord, la capacité d'incidence politique mise en évidence par la Commission à travers l'organisation de la *1<sup>ère</sup> Rencontre Mondiale des Pouvoirs Locaux pour le Droit à la Ville* (Saint-Denis, 11-12 décembre 2012)<sup>2</sup> ; la participation au *6<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau* (12-17 mars 2012), dans le cadre duquel la Commission a articulé un message politique en faveur de l'eau comme bien public<sup>3</sup> ; et l'adoption par CGLU de la *Charte-Agenda Mondiale des Droits Humains dans la Cité* à l'initiative de la Commission (Florence, 11 décembre 2011)<sup>4</sup>.

Le deuxième axe de travail souligné par **M. Braouezec** a été la mobilisation permanente des villes mise en œuvre au cours de ces dernières années, dans le but de promouvoir l'échange d'expériences en matière d'inclusion sociale, de démocratie participative et des droits humains. Dans ce sens, **M. Braouezec** a fait mention de la participation de la Commission au *3<sup>ème</sup> Forum des Autorités Locales de Périphérie – FALP* (Canoas, 11-13 juin 2013)<sup>5</sup> et l'organisation d'une table ronde dans le cadre du *5<sup>ème</sup> Forum Mondial des Droits Humains* (Nantes, 22-25 mai 2013) sur le thème « *Lutter contre la pauvreté urbaine : politiques et expériences de villes pour répondre aux effets négatifs de la crise économique sur les populations les plus défavorisées* ».<sup>6</sup>

<sup>1</sup> Pour plus de détails, voir le Rapport des Activités 2011-2013, disponible à l'Annexe 2, page 10.

<sup>2</sup> Le programme et les vidéos de la Rencontres sont disponibles sur le site internet : <http://www.uclg-cisdg.org/fr/activites/1%C3%A8re-rencontre-mondiale-des-pouvoirs-locaux-pour-le-droit-%C3%A0-la-ville-0>.

<sup>3</sup> La déclaration en faveur de l'eau ayant servi de base au lancement du message de la Commission au Forum peut être consultée sur : [http://www.uclg-cisdg.org/sites/default/files/declaration\\_finale\\_eau\\_FR.pdf](http://www.uclg-cisdg.org/sites/default/files/declaration_finale_eau_FR.pdf).

<sup>4</sup> La Charte-Agenda est disponible sur : <http://www.uclg-cisdg.org/fr/le-droit-a-la-ville/charte-agenda-mondiale>.

<sup>5</sup> Pour de plus amples informations, rendez-vous sur <http://www.fr.falp2013.com.br>.

<sup>6</sup> Pour de plus amples informations, rendez-vous sur <http://www.uclg-cisdg.org/fr/activites/5%C2%BA-forum-mondial-des-droits-de-lhomme>.



Enfin, il a été mis l'accent sur l'engagement de la Commission envers la création de connaissances, axe de travail qui s'est matérialisé à travers la consolidation de l'*Observatoire Villes Inclusives*<sup>7</sup> ou la participation au Comité de Pilotage du Rapport GOLD 3 de CGLU sur les services de base.<sup>8</sup>

**M. Braouezec** a ajouté que la Commission avait réalisé de nombreuses autres activités mais que, pour des raisons de temps, il avait décidé de ne souligner que certaines d'entre elles. Cependant, il a invité toutes/tous les participantes/participants à consulter la version intégrale du Rapport d'Activités 2011-2013.<sup>9</sup>

Il a ensuite ouvert le dialogue en donnant la parole, à tour de rôle, à **Mme Pam McConnell**, Conseillère municipale de Toronto (Canada), à **Mme Lise Burcher**, Conseillère municipale de Guelph (Canada) –toutes deux membres du Conseil d'Administration de la Fédération Canadienne des Municipalités (FCM)-, à **M. Adnan Oğuz Akyarlı**, Vice-maire d'Izmir (Turquie), à **M. Mike Bird**, de la plate-forme WIEGO (Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing) et à **M. Claudio Sule**, Directeur Exécutif de l'Association Ville Sud (Chili).

Tous et chacun d'eux ont fait référence, à travers des exemples tirés de chacune de leurs réalités, à l'importance des politiques sociales, de la participation des citoyens, de l'économie informelle et de la planification stratégique des villes de périphérie en dialogue avec la société civile. De même, le débat a permis de mettre l'accent sur le besoin de donner des pouvoirs aux gouvernements locaux par des processus de décentralisation politique et financière pour que ces derniers puissent répondre aux enjeux sociaux auxquels sont actuellement confrontées les villes.

**M. Braouezec** a profité de l'occasion pour indiquer que les villes, à travers leurs politiques locales, sont des laboratoires d'innovation qui approfondissent parfois ce dont disposent les politiques nationales, mais qui, d'autres fois, contreviennent à ces dispositions pour répondre aux besoins de la population. La Commission d'Inclusion Sociale, de Démocratie Participative et des Droits Humains de CGLU est elle-aussi le porte-parole de ces politiques innovatrices au sein de CGLU. C'est donc pour cette raison qu'il est si important que nous parvenions à élargir le réseau de villes impliquées dans les échanges de la Commission avec des villes d'autres régions du monde telles que celles qui sont présentes à la réunion.

### Echange d'idées sur les lignes stratégiques à développer durant la période 2014 – 2016

**M. Braouezec** est ensuite passé au deuxième point de l'ordre du jour dans le cadre duquel les participantes/participants à la réunion ont été invités à une pluie d'idées sur les lignes stratégiques à développer par la Commission au cours de la période 2014-2016.

**M. Braouezec** a lancé la pluie d'idées en signalant que l'organisation par la Commission de la *Rencontre Mondiale des Pouvoirs Locaux pour le Droit à la Ville* avait lancé une nouvelle dynamique de travail autour du droit à la ville qui, à son tour, avait établi les bases d'un nouveau réseau d'acteurs lié à la Commission, réseau formé non seulement par des gouvernements locaux mais aussi par des représentants de la société civile et de l'académie. D'après **M. Braouezec**, cette nouvelle voie devrait déterminer la manière dont la Commission orientera son travail après le Congrès de Rabat.

<sup>7</sup> Pour accéder à l'Observatoire, veuillez vous rendre sur le site internet : <http://www.uclg-cisdg.org/fr/observatoire>.

<sup>8</sup> Pour de plus amples informations concernant le GOLD 3, rendez-vous sur le site internet :

<http://www.uclg.org/fr/media/nouvelles/lancement-officiel-du-rapport-gold-iii-sur-lacc%C3%A8s-aux-services-publics-et>.

<sup>9</sup> V. l'Annexe 2, page 10.



**Mme Delphine Bouffenie**, Conseillère municipale de Nantes (France) et Vice Présidente de la Commission, a ensuite souligné l'importance du fait que la Commission continue à être un espace qui promeuve l'apprentissage mutuel. Dans ce sens, elle a manifesté la volonté de créer une plate-forme collaborative sur des politiques d'inclusion sociale qui permette de renforcer le travail en matière d'échange d'expériences.

**Mme Emérita Peña**, Directrice Exécutive de l'Union des Femmes Municipalistes de la République Dominicaine, a indiqué que le but de l'inclusion sociale passe, entre autres choses, par un abordage intégral de l'égalité des sexes dans les politiques locales.

**M. Peakyung Lee**, Directeur des Droits Civils de Gwangju (Corée du Sud), a annoncé que la ville qu'il représente est intéressée dans le fait d'être la ville d'accueil de la 2<sup>ème</sup> *Rencontre Mondiale des Pouvoirs locaux pour le Droit à la Ville*. Depuis 2011, Gwangju organise un Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains<sup>10</sup>. Dans le cadre de sa quatrième édition (15-18 mai 2014), la ville pourrait également accueillir la Rencontre de la Commission.

**M. Nelson Saule Júnior**, Coordinateur Général de l'Institut Polis, a suggéré d'articuler le travail et l'agenda de la Commission avec un événement international organisé par le Forum National de Réforme Urbaine (FNRU) et la Coalition Internationale pour l'Habitat (HIC) qui aura lieu au mois de juin 2014, au Brésil, dans le but de constituer une plate-forme d'acteurs capable de contribuer à inclure le droit à la ville dans l'agenda international et dans les négociations vis-à-vis d'HABITAT III.

**Mme Marina Canals**, Secrétaire Générale de l'Association Internationale des Villes Éducatrices a aussi encouragé la Commission à participer à un événement dont les contenus sont intimement liés à ses axes de travail : le 13<sup>ème</sup> *Congrès International des Villes Éducatrices*, dont le thème central sera « *Une ville éducatrice est une ville qui inclut* ». Le Congrès aura lieu à Barcelone (Espagne), du 13 au 16 novembre 2014.<sup>11</sup>

**M. Patrick Braouezec** a brièvement synthétisé le débat et s'est engagé à adresser à tous les participants et à toutes les participantes un projet de Plan Stratégique 2014-2016, qui sera soumise à leur avis et à leurs commentaires.

## Discussion portant sur la gouvernance de la Commission pour la période 2014-2016

**M. Braouezec** a expliqué qu'au cours de la période 2011-2013, la Commission d'Inclusion Sociale, de Démocratie Participative et des Droits Humains a été dirigée par la ville de Barcelone - Espagne (Présidence de la Commission), Plaine Commune - France (Première Vice-présidence), Pays d'Aubagne et de l'Étoile et la ville de Nantes – France et le Fonds Andalou des Municipalités pour la Solidarité Internationale – Espagne (Vice-présidences Européennes), Guarulhos - Brésil et Montevideo - Uruguay (Vice-présidences Latino-américaines) et la Fédération des Municipalités du Sri Lanka (Vice-présidence Asiatique).

Il a ensuite donné la parole à chacun des représentants et chacune des représentantes de ces villes ou de ces institutions de sorte qu'ils puissent communiquer leurs intentions concernant le triennat suivant. Il a également lancé un appel pour que les villes ou les organisations qui le souhaitent expriment leur vœu d'assumer une charge politique au sein de la Commission au cours des prochaines années.

<sup>10</sup> Pour de plus amples informations concernant la dernière édition du *Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains*, rendez-vous sur le site internet : <http://whrcf.518.org/>.

<sup>11</sup> L'adresse du site web du Congrès est la suivante : <http://iaec2014.bcn.cat/fr/>



**M. Josep Roca**, Coordonateur des Relations Internationales du Secteur de Qualité de Vie de la Mairie de Barcelone a excusé l'absence de la Présidente de la Commission, Mme Maite Fandos, et a lu une lettre adressée par cette dernière à tous les membres de la Commission, lettre dans laquelle elle leur fait part de son souhait de céder la Présidence à une ville intéressée. En 2014, la ville de Barcelone continuera à soutenir le travail de la Commission, mais en assumant les responsabilités attachées à la Vice-présidence.<sup>12</sup>

**M. Felipe Llamas**, Coordonateur des Réseaux Internationaux du Fonds Andalou des Municipalités pour la Solidarité Internationale (FAMSI), a exprimé le vœu de l'institution qu'il représente de se concentrer dans la coordination et la direction politique du Groupe de Travail sur le Développement Économique Local qui travaille actuellement à la discussion d'un document politique et à l'organisation du 2<sup>ème</sup> *Forum Mondial de Développement Économique Local* (Foz de Iguazu, 29 octobre – 1<sup>er</sup> novembre).<sup>13</sup>

**M. Rubén García**, Directeur des Relations Internationales de Montevideo (Uruguay) et **Mme Delphine Bouffenie**, Conseillère municipale de Nantes (France), ont indiqué que leurs villes respectives souhaitent continuer à occuper la charge de la Vice-présidence de la Commission pour le mandat 2014-2016.

**M. Braouezec** a informé les participants et les participantes que M. Sebastião Almeida, Maire de Guarulhos (Brésil), et Mme Magali Giovannangeli, Présidente du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, avaient aussi manifesté leur souhait de voir leurs mandats renouvelés en tant que Vice-président/e de la Commission. Ils ont demandé à être excusés de leur absence à la réunion en raison d'un empêchement de dernière minute étant dû à des problèmes d'agenda. M. Almeida avait enregistré son message en vidéo mais, en raison de problèmes techniques, cette vidéo n'a pas pu être visualisée.<sup>14</sup>

**M. Anselmo Lee**, Directeur Exécutif de la Fondation des Droits Humains de Corée du Sud et conseiller du maire de Gwangju, a manifesté le souhait de cette ville d'occuper une charge de Vice-présidence au sein de la Commission, en représentation de la région asiatique.

Enfin, **Mme Pam McConnell**, Conseillère municipale de Toronto (Canada), **Mme Tayara Calina Pereira**, conseillère des Relations Internationales de la Ville de São Paulo (Brésil), **Mme Emérita Peña**, Directrice Exécutive de l'Union des Femmes des Collectivités Dominicaines (République Dominicaine) et **M. Claudio Sule**, Directeur Exécutif de l'Association Ville Sud (Chili), ont, au nom de leurs villes et de leurs organisations respectives, exprimé leur souhait de jouer un rôle plus important au sein de la Commission pour la période 2014-2016.

## Annnonce des activités de la Commission à Rabat

**M. Braouezec** est passé au point suivant de l'ordre du jour en annonçant les activités que la Commission avait organisé ou co-organisé dans le cadre du Congrès de Rabat.

<sup>12</sup> La lettre de la Présidente de la Commission, Mme Maite Fandos, est disponible à travers le lien suivant :

[http://www.uclg-cisdp.org/sites/default/files/Lettre\\_Maite\\_Fandos\\_Rabat\\_FR.pdf](http://www.uclg-cisdp.org/sites/default/files/Lettre_Maite_Fandos_Rabat_FR.pdf).

<sup>13</sup> Toutes les informations relatives au *Forum Mondial DEL* est disponible sur <http://www.foromundialdel.org/>.

<sup>14</sup> La vidéo est disponible sur le site internet de la Commission : <http://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/multimedia/message-du-maire-de-guarulhos-br%C3%A9sil-octobre-2013>.



Tout d'abord, il a indiqué que la veille de la réunion, le 1<sup>er</sup> octobre 2013, la Commission avait co-organisé, avec la Coalition Internationale pour l'Habitat (HIC), un acte préalable au Congrès sur « *Le droit à la ville : dialogue international pour le Moyen Orient et l'Afrique du Nord* ». <sup>15</sup>

Il a ensuite indiqué que la Commission avait participé activement dans l'organisation de la table ronde thématique « *Promouvoir la diversité* », prévue pour le 3 octobre, de 14 heures à 15 heures 30. <sup>16</sup>

Ce même jour, de 16 heures à 17 heures 30, une séance parallèle se tiendrait sur « *Le droit à la ville : lutte contre les inégalités urbaines* », organisée par la Commission, en collaboration avec la Commission des Villes de Périphérie et le Conseil des Municipalités et des Régions d'Europe. <sup>17</sup>

Enfin, **M. Braouezec** a indiqué que la Présidente de la Commission, Mme Maite Fandos, présenterait le *Rapport d'Activités 2011-2013* à l'Assemblée Générale de CGLU (3 octobre, 18h00 - 20h00).

### Tour de table final

Avant de clore la réunion, **M. Braouezec** a donné une fois de plus la parole aux participants dans le cas où l'un d'eux souhaitait ajouter un autre point à l'ordre du jour de la réunion.

**M. Jairo Jorge**, maire de Canoas (Brésil), a alors demandé la parole pour indiquer rapidement que sa ville avait accueilli le 3<sup>ème</sup> Forum des Autorités Locales de Périphérie (FALP), du 11 au 13 juin 2013, et le bilan de celui-ci était très positif parce qu'il était parvenu à mobiliser 2.600 participants. Dans le but d'illustrer l'acte à travers quelques images, il a demandé à ce qu'une courte vidéo soit projetée. Cette vidéo, de 5 minutes environ, a montré le résumé du 3<sup>ème</sup> FALP.

### Clôture

Suite à la projection de la vidéo, **M. Braouezec** a clôturé la réunion en disant qu'il s'engageait à envoyer le procès-verbal de la réunion et le projet de Plan Stratégique 2014-2016 à tous les participants et à toutes les participantes, ainsi qu'à l'ensemble des membres de la Commission, au cours de ces prochaines semaines.

Enfin, il a sincèrement remercié tous les présents et toutes les présentes de leur participation et a levé la séance.

<sup>15</sup> Le programme de la séance est disponible sur le site web de la Commission : <http://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/ev%C3%A9nement-parall%C3%A8le-le-droit-%C3%A0-la-ville-dialogue-international-pour-le-moyen>.

<sup>16</sup> Vous pouvez consulter les contenus de la table ronde à travers le lien suivant : <http://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/nouvelles/table-ronde-th%C3%A9matique-promouvoir-la-diversit%C3%A9>.

<sup>17</sup> Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site web: <http://www.uclg-cisdp.org/fr/actualites/agenda/le-droit-%C3%A0-la-ville-lutter-contre-les-in%C3%A9galit%C3%A9s-urbaines-session-parall%C3%A8le-cisdp>.



## 2. LISTE DES PARTICIPANT-E-S

AFRIQUE				
1	<b>Afrique du Sud</b>	KPMG Services South Africa Johannesburg	Audile Skosana	Directeur adjoint
2	<b>Benin</b>	Ministère de Décentralisation, Gouvernance Locale, Administration et Planification	Sefou Alidou	Directeur de Gouvernance Locale
3		Mairie de Cotonou	Irene Adam	Conseillère Technique à la décentralisation
4	<b>Burkina Faso</b>	Assemblée des Régions du Burkina-Faso	H.R.H Princess Abzeela Djigma	Représentante du Président
5	<b>Cameroun</b>	Africités Daily	Henriette Ekwe	Journaliste
6	<b>Gambie</b>	Mairie de Banjul	Mariama Bah-Same	Adjointe au Maire
7	<b>Maroc</b>	Ministère de l'Intérieur	Aziz Abrate	DGLCL- Comité Scientifique
8		Mairie de Rabat	Meriem Sikaoui	
9		Rabat	Driss Alaoui	Journaliste
10		Ambassade du Gabon à Rabat	Eugénie Angue	Conseiller Economie
11		Collectivités Locales	Rabia Outmani	Direction Générale
12		Collectivités Locales	Zarha Lazaar	Direction Générale
13		Société Civile	Mohamed Tayeb	Journaliste
14	<b>Ouganda</b>	ONG Uganda from Kampalla	Jassy B Kwesiga	Activiste Social
15	<b>République Centro Africain</b>	Association des Maires de Centrafrique	David Daoua	Secrétaire Permanent
16	<b>République du Congo</b>	Brazzaville	Lucien Banga	Directeur
17	<b>Tunisie</b>	Ayuntamiento de Raoued	Halima Tijani	Maire
AMÉRIQUE DU NORD				
18	<b>Canada</b>	Fédération Canadienne des Municipalités (FCM)	Pam McConnell	Membre du Conseil d'Administration et Conseillère municipale de Toronto
19			Lise Burcher	Membre du Conseil d'Administration et Conseillère municipale de Guelph
AMÉRIQUE LATINE				
20	<b>Bolivie</b>	Fédération Canadienne des Municipalités dans Bolivie/PMDE	Maria Eugenia Rojas	Consultante spécialisée en gestion publique, droits humains et genre
21	<b>Bésil</b>	Mairie de Canoas	Jairo Jorge	Maire
22			Mario Cardoso	Conseiller municipale chargé aux Relations Institutionnelles
23			Deise Martins	Coordonnatrice de Relations Internationales
24		Mairie de Sao Paulo	Tayara Pereira	Conseillère de Relations Internationales
25		Polis Institute	Nelson Saule	Directeur
26	<b>Chili</b>	Mairie de Santiago	Carolina Tohá	Maire
27	<b>Équateur</b>	Association des Municipalités Équatoriennes (AME)	Fernanda Maldonado	Directrice Exécutive
28	<b>Mexique</b>	Fédération Nationale des Municipalités du Mexique (FENAMM)	Sergio Arredondo	Secrétaire général
29		Mairie de Mexico D.F.	Eugène Zapata- Garesche	Assesseur de Relations Internationales
30	<b>Pérou</b>	Association de Défense et Protection du Centre Historique de Arequipa (Asdeproa)	Aurora Bellido de Hovelborn	Présidente
31	<b>République Dominicaine</b>	Union des Femmes des Collectivités Dominicaines (UNMUNDO)	Emerita Peña	Directrice Exécutive
32	<b>Uruguay</b>	Mairie de Maldonado	Jose Hualde	Conseiller
33		Mairie de Montevideo	Ruben Garcia	Directeur de la Division des Relations internationales et Coopération
34		Mercociudades	Jorge Rodriguez	Coordonnateur
ASIE-PACIFIQUE				
35	<b>Corée du Sud</b>	Mairie de Gunsan	Kim Jihyun	Interprète
36		Mairie de Gwangju	Kyung Ryul Lee	Directeur
37		Fondation Coréenne des Droits de l'Homme	Anselmo Lee	Directeur exécutif
EUROPE				
38	<b>Espagne</b>	Mairie de Barcelona	Josep Roca	Coordonnateur de Relations Internationales. Secteur de Qualité de Vie, Égalité et Sports
39		FAMSI	Felipe Llamas	Coordonnateur de Réseaux Internationaux
40		Agence EFE	Marta Miera	Journaliste
41	<b>France</b>	Mairie de Nanterre	Gérard Perreau	Adjoint au Maire
42			Djamel Sandid	Chargé de mission aux Relations Internationales
43		Mairie de Nantes	Delphine Bouffenie	Conseillère municipale
44		Communauté d'agglomération Plaine Commune	Patrick Braouezec	Président
45			Antonio Aniesa	Chargé de mission aux Relations Internationales
46		Conseil Général Seine-Saint-Denis	Hugues Latron	Directeur du centre de ressources Via le monde. Direction des Affaires Européennes et Internationales
47		Conseil Général Val de Marne	Marie-Christine Delacroix	Conseillère du Cabinet de la Présidence
48	Secrétariat permanent international Droits de l'Homme et gouvernements locaux (SPIDH)	Anne Bitner	Chargée de Projets	
49	<b>Italie</b>	Comité Italien des Villes Unies (CICU)	GianPaolo Morello	Secrétaire Général
Moyen Orient et Asie de l'Ouest				
50	<b>Palestine</b>	Mairie de Nablus	Reema Khader	Adjoint au Maire
51			Randa Abu Rabe	Conseiller
52		Mairie de Beitonia	Ibrahim A. Wahdan	Adjoint au Maire
53	<b>Turquie</b>	Assemblée Municipale de Izmir	Adnan Oguz Akyarl	Vice-Président
54		Mairie de Çankaya	Isikhan Guler	Maire
PARTENAIRES				
55	<b>Centre d'Études Sociales (CES)</b>		Giovanni Allegretti	Chercheur. Coordinateur Scientifique de l'Observatoire Villes Inclusives
ORGANISATIONS INTERNATIONALES				
56	<b>Association Internationale des Villes Educatrices</b>		Marina Canals	Secrétaire générale
57			Albert Salarich	Chargé de communication
58	<b>Coalition Internationale pour l'Habitat (HIC)</b>		Lorena Zárate	Présidente
59	<b>Femmes dans l'emploi informel : Globalisation et Regroupement (WIEGO)</b>		Mike Bird	Directeur des opérations
60	<b>ONU-HABITAT</b>		Melissa Permezel	Urbaniste
61			Gianluca Crispi	Administrateur de Programme Adjoint
CGLU				
62	<b>Commission pour l'Inclusion sociale, la Démocratie Participative et les Droits Humains</b>		Eva Garcia Chueca	Coordinatrice
63			Sofia Boutrih	Stagiaire
64	<b>Section Régionale Moyen Orient et Asie de l'Ouest (MEWA)</b>		Busra Muftuoglu	Chargée de projet





### 3. ANNEXE 1. ORDRE DU JOUR DE LA RÉUNION

**Date:** mercredi 2 octobre 2013

**Heure:** 9h – 10h30

**Lieux:** Hôtel Sofitel, Salle *Débats*

1. Bienvenue
2. Présentation des participants/es
3. Présentation du Rapport d'Activités 2011 – 2013
4. Echange d'idées sur les lignes stratégiques à développer durant la période 2014 – 2016
5. Discussion concernant la gouvernance de la Commission pour la période 2014 – 2016
6. Annonce des activités de la Commission à Rabat
7. Tour de table final
8. Clôture



## 4. ANNEXE 2. RAPPORT D'ACTIVITÉS 2011-2013

*La Commission d'Inclusion Sociale, de Démocratie Participative et des Droits Humains a pour but de contribuer à l'établissement de la voix commune des villes de CGLU en matière d'inclusion sociale, de participation et de droits humains, ainsi que de guider les gouvernements locaux dans la conception de ces politiques. Dans ce sens, au cours de la période 2011 - 2013, la Commission a mis en œuvre les activités suivantes :*

### INCIDENCE POLITIQUE

**ORGANISATION DE LA 1<sup>ÈRE</sup> RENCONTRE MONDIALE DES POUVOIRS LOCAUX POUR LE DROIT À LA VILLE (Saint-Denis, 11 - 12 décembre 2012).** La communauté d'agglomération de Plaine Commune (France) et la Commission d'Inclusion Sociale ont organisé cette rencontre qui donna un nouveau souffle après un cycle de conférences autour de la *Charte Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme dans la Ville*, dont le processus d'élaboration a été initié à Barcelone (1998), ensuite adoptée à Saint-Denis (2000) et discutée à Venise (2002), Nuremberg (2004), Lyon (2006), Genève (2008) et Tuzla (2010). Considérant que, dans l'actualité, outre la *Charte Européenne* existe la *Charte-Agenda Mondiale des Droits de l'Homme dans la Cité* ainsi que d'autres chartes locales des droits humains adoptées dans différentes régions du monde, la rencontre de Saint-Denis avait pour objectif de contribuer à l'articulation de ces outils et d'examiner la manière dont les gouvernements locaux les mettent en place sur leurs territoires. L'événement a compté près de 200 participant-e-s et un total de 40 intervenant-e-s originaires de 16 pays (Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Burundi, Canada, Corée du Sud, Slovaquie, Espagne, Etats-Unis, France, Mexique, Pays-Bas, Portugal, Sénégal et Suisse). Avec cette rencontre, la Commission a lancé une nouvelle dynamique de travail autour du droit à la ville et la construction d'un nouveau réseau d'acteurs (gouvernements locaux, représentant-e-s de la société civile et de l'académie) qui déterminera sous quelle forme s'orientera son travail après le 4<sup>ème</sup> Congrès de CGLU à Rabat. Née en 2005 du réseau FAL (Forum des Autorités Locales pour l'Inclusion Sociale et la Démocratie Participative), les membres de la Commission ont mis en évidence la nécessité de renouveler le travail politique développé durant les 8 dernières années par la Commission et passer à une nouvelle étape.

**PARTICIPATION AU 6<sup>ème</sup> FORUM MONDIAL DE L'EAU (Marseille, 12 - 17 mars 2012).** La Commission a soutenu l'organisation d'un séminaire de travail organisé par Pays d'Aubagne et de l'Etoile (France) sur le thème de *L'eau, bien commun de l'humanité. Un enjeu pour le droit à la ville* (Aubagne, 13 mars 2012). Le but de cette rencontre a été d'articuler un message politique en faveur de l'eau comme bien public. Les conclusions du séminaire ont été présentées à l'assemblée de clôture du 6<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau.

**ADOPTION PAR CGLU DE LA CHARTE-AGENDA MONDIALE DES DROITS DE L'HOMME DANS LA CITÉ.** Célébré à Florence (Italie) du 9 au 11 décembre 2000, le Conseil Mondial de CGLU, à l'initiative de la Commission, a adopté formellement la *Charte-Agenda Mondiale des Droits de l'Homme dans la Cité* qui, après quatre ans d'intenses débats (2007 - 2011), fait maintenant part des acquis politiques de l'organisation. Cet outil est utilisé comme référence pour construire le message politique de CGLU devant la communauté internationale, en particulier dans le cadre des processus préparatoires des sommets des Nations Unies Post-2015 et HABITAT III (2016). Ainsi, avec l'objectif de diffuser la *Charte-Agenda* dans le continent asiatique, la commission a participé au 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> *Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains*, célébrés en 2012 et 2013 à Gwangju (Corée du Sud). Comme fruit de cette participation, des canaux de communication permanents se sont établis avec la ville de Gwangju, ce qui a contribué à la dissémination de la *Charte-Agenda* en Asie de l'Est.



## ECHANGE D'EXPERIENCES

**PARTICIPATION AU 3<sup>ÈME</sup> FALP (FORUM DES AUTORITES LOCALES DE PERIPHERIES (Canoas, 11 – 13 juin 2013).** La Commission a activement contribué à la diffusion du 3<sup>ème</sup> FALP, une rencontre dans laquelle se sont données rendez-vous les villes métropolitaines et de périphéries du monde entier et qui, dans cette édition, a compté près de 200 participant-e-s provenant de 30 pays. Plusieurs membres de la Commission présents au Forum se sont réunis de manière informelle pour réaffirmer leur volonté d'avancer vers un travail plus articulé vers le droit à la ville. De plus, ils ont déclaré que le droit à la ville est un défi particulièrement important dans les grandes périphéries urbaines, en constituant les espaces dans lesquels se concentre la plus grande partie des problèmes d'exclusion sociale et de qualité de vie des personnes.

**ORGANISATION D'UNE TABLE RONDE DURANT LE 5<sup>ÈME</sup> FORUM MONDIAL DES DROITS DE L'HOMME (Nantes, 22 - 25 mai 2013).** Le débat avait pour titre *Lutte contre la pauvreté urbaine : politiques et expériences de villes pour répondre aux effets négatifs de la crise économique sur les populations les plus défavorisées*. Ont participé à la table ronde les villes de Guarulhos (Brésil), Toronto (Canada) et Barcelone (Espagne), la Commission Italienne des Villes Unies (Italie), UNICEF France, l'Université de Coimbra (Portugal) et l'ONG GRET.

**PARTICIPATION AU 9<sup>ÈME</sup> FORUM DES AUTORITÉS LOCALES (FAL) POUR L'INCLUSION SOCIALE ET LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE (Dakar, 7 – 8 février 2011).** La Commission a collaboré activement à l'organisation du 9<sup>ème</sup> FAL auquel ont participé des représentant-e-s de plus de 300 villes du monde entier. De même, elle a organisé un atelier sur la *Charte-Agenda Mondiale des Droits de l'Homme dans la Cité* dans le cadre du Forum Social Mondial auquel ont participé les villes de Nantes (France), Bamako 1 (Mali) et Várzea Paulista (Brésil), la région Pays de la Loire (France), la Coalition Internationale pour l'Habitat (HIC) et Amnesty Internationale Belgique – section francophone.

## RESSOURCES

**CONSOLIDATION DE L'OBSERVATOIRE VILLES INCLUSIVES.** L'Observatoire Villes Inclusives est un espace d'analyse et de réflexion sur des politiques locales d'inclusion sociale qui contient plus de soixante études de cas portant sur des politiques innovatrices en matière d'interculturalité, de développement communautaire, d'accès aux services de base, d'égalité des sexes, de droits humains, de protection de l'environnement ou d'élimination de la pauvreté, entre autres. Au cours de ces dernières années, a été mené un large travail de diffusion de l'Observatoire à travers la page web de la Commission ([www.uclg-cisd.org/observatory](http://www.uclg-cisd.org/observatory)) et du matériel de communication produit pour cet effet. Le Centre des Études Sociales (CES) de l'Université de Coimbra (Portugal), en tant que comité scientifique de l'Observatoire, a organisé deux activités qui ont permis de faire connaître l'Observatoire auprès de la communauté académique: le Congrès « *Cities are us* » (*Nous sommes les villes*). « *Vers une re-conception de l'Inclusion Urbaine. Espaces, mobilisations et interventions* » (Coimbra, 28 – 30 juin 2012) et l'Université d'Été « *Réinventer la ville à travers la participation démocratique et civique : théories, méthodes et usages* » (Lisbonne, 2 – 7 juillet 2012).

**PARTICIPATION AU COMITÉ DE PILOTAGE DU RAPPORT DE CGLU GOLD III SUR LES SERVICES DE BASE.** La Commission a été invitée à faire partie du comité de pilotage du GOLD III qui, après avoir analysé l'état de la décentralisation au niveau mondial (GOLD I) et des finances locales (GOLD III), à cette occasion, elle analysa les conditions de gouvernance des services basiques. La Commission a participé aux réunions de travail du comité de pilotage (1<sup>er</sup> juin 2011, 13 – 14 juin 2012, 18 janvier 2013 et 4 – 5 juin 2013), en présentant une sélection d'étude de cas de l'*Observatoire Villes Inclusives* qui illustraient le rapport avec des pratiques locales existantes identifiées par la commission.



## COMMUNICATION

**NOUVELLE STRATÉGIE DE COMMUNICATION.** La stratégie de communication de la Commission a été renforcée par une présence très active dans les réseaux sociaux (Facebook et Twitter) et la création d'une nouvelle page web ([www.uclg-cisdp.org](http://www.uclg-cisdp.org)), dont les contenus ont été organisés de manière plus accessible et avec une ligne graphique plus attractive. L'ensemble des membres de la Commission a été tenu informé par l'envoi de bulletins d'informations tous les deux mois et de multiples circulaires. A également été lancée une petite collection de publications dans laquelle on y trouve la *Charte Européenne de Sauvegarde des Droits Humains dans la Ville*, la *Charte-Agenda Mondiale des Droits Humains dans la Cité et Pour un Monde de Villes Inclusives*.

## GOUVERNANCE

**ORGANISATION DE REUNION DE TRAVAIL.** La Réunion Annuelle 2012 s'est tenue le 12 mars 2012 à Aubagne (France), dans le cadre du séminaire international intitulé *L'eau, bien commun de l'humanité. Un enjeu pour le droit à la ville*. L'objectif de la réunion a été de valider le Plan Stratégique 2011-2013 et convenir du Plan d'Action 2012. Cette même année, s'est organisée à Saint-Denis (France) une réunion préparatoire de la 1<sup>ère</sup> *Rencontre Mondiale des Pouvoirs Locaux pour le Droit à la Ville* (13 juillet 2012). La Réunion Annuelle 2013 aura lieu le 1<sup>er</sup> octobre 2013 dans le cadre du 4<sup>ème</sup> Congrès mondial de CGLU à Rabat (Maroc).

## VISIBILITÉ INTERNATIONALE

La Commission a participé aux événements internationaux suivants, parmi lesquels où elle a fait connaître son travail:

### 2011

- 7 – 8 février. 9<sup>ème</sup> Forum des Autorités Locales pour l'Inclusion Sociale et la Démocratie Participative et Réunion Annuelle 2011 de la Commission, **Dakar** (Sénégal)
- 7 – 10 février. 10<sup>ème</sup> Forum Social Mondial, **Dakar** (Sénégal)
- 1<sup>er</sup> mars. Conférence sur la « Responsabilité Sociale Partagée. Restituer la confiance et assurer une cohésion sociale durable dans un contexte de transition » – Conseil de l'Europe et Union Européenne, **Bruxelles** (Belgique)
- 10 – 11 mars. 2<sup>ème</sup> Rencontre des collectivités territoriales pilotes espagnoles du « Label européen de l'Innovation et la Bonne Gouvernance au niveau local » – Conseil de l'Europe, **San Sebastián** (Espagne)
- 6 avril. 11<sup>ème</sup> Conférence OI DP, **Lleida** (Espagne)
- 12 – 15 avril. 3<sup>ème</sup> Séminaire PARLOCAL. « Réseaux pour la communication et le renforcement institutionnel dans la mise en œuvre des budgets participatifs et d'autres instruments de démocratie participative », **Santo Domingo** (République Dominicaine)
- 23 – 24 juin. Bureau Exécutif de CGLU, **Rabat** (Maroc)
- 27 – 29 juin. Réunion "Pourquoi est-il important de promouvoir les droits humains au niveau local?" – Agence de Droits Fondamentaux de l'Union Européenne, **Vienne** (Autriche)
- 22 – 26 août. Sommet Mondial Écocité, **Montréal** (Canada)
- 5 – 9 septembre. Université d'Été IN LOCO / CES / CISDP « Sociétés en transition : construction de communautés inclusives à partir du local », **Tavira** (Portugal)
- 9 – 11 décembre. Conseil Mondial de CGLU et table ronde de la Commission sur « Gouvernements locaux et droit à la ville », **Florence** (Italie)

### 2012

- 12 – 17 mars. 4<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau, **Marseille** (France)
- 13 mars. Séminaire international « L'eau, bien commun de l'humanité », **Marseille** (France)
- 15 – 18 mai. 2<sup>ème</sup> Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains, **Gwangju** (Corée du Sud)
- 28 – 30 juin. Congrès « Cities are Us », **Coimbra** (Portugal)
- 2 – 7 juillet. Université d'été « Cities are Us », **Lisbonne** (Portugal)
- 10 – 12 décembre. 1<sup>ère</sup> Rencontre Mondiale des Pouvoirs Locaux pour le Droit à la Ville, **Saint-Denis** (France)



## 2013

- 26 – 30 mars. 11<sup>ème</sup> Forum Social Mondial, **Tunis** (Tunisie)
- 15 – 18 mars. 3<sup>ème</sup> Forum Mondial des Villes pour les Droits Humains, **Gwangju** (Corée du Sud)
- 22 – 25 mai. 5<sup>ème</sup> Forum Mondial des Droits de l'Homme, **Nantes** (France)
- 11 – 13 juin. 3<sup>ème</sup> Forum des Autorités Locales de Périphérie (FALP), **Canoas** (Brésil)
- 1 – 4 octobre. 4<sup>ème</sup> Congrès Mondial de CGLU - Sommet Mondial des Dirigeants Locaux et Régionaux, **Rabat** (Maroc)



## 5. LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION

<b>AFRIQUE</b>	
Burkina Faso	Ouagadougou
Burundi	Bujumbura
Mali	Bamako
Maroc	Sidi Boumedhi Tétouan

<b>AMERIQUE DU NORD</b>	
Canada	Fédération Canadienne des Municipalités (FCM)

<b>AMERIQUE LATINE</b>	
Argentine	Mendoza Rosario Santa Catalina
Brésil	Belo Horizonte Canoas Contagem Fortaleza Frente Nacional de Prefeitos (FNP) Guarulhos Osasco Porto Alegre Recife Rio de Janeiro Santa Maria Várzea Paulista
Chili	Association Chilienne de Municipalités El Bosque La Pintana Puerto Montt
Colombie	Bogotá Medellín Ocaña
Costa Rica	Escazú
Dominicaine	Fédération Dominicaine de Municipalités (FEDOMU)
Equateur	Cuenca Quito
Mexico	Association d'Autorités Locales de Mexico (AALMAC) Délégation Iztapalapa, Ciudad de Mexico Ecatepec de Morelos Fédération Nationale de Municipalités de Mexico (FENAMM) Guadalajara
Nicaragua	Managua
Pérou	Andajes Villa El Salvador
Puerto Rico	Caguas
Uruguay	Montevideo
Venezuela	Caracas



<b>ASIE</b>	
Inde	Calcutta
Sri Lanka	Fédération d'Autorités Locales de Sri Lanka

  

<b>MOYEN ORIENT – ASIE OCCIDENTALE</b>	
Iran	Téhéran
Palestine	Jéricho Khan Younis
Turquie	Diyarbakir

  

<b>EUROPE</b>	
Belgique	Anthisnes Fontaine Lévèque Huy
Bosnie- Herzégovine	Tuzla
Slovaquie	Cités Unies Slovaquie
Espagne	Badalona Barcelona Córdoba Diputació de Barcelona Diputación de Málaga Fonds Andalou de Municipalités pour la Solidarité Internationale (FAMSI) Fonds Catalan de Coopération au Développement Santa Coloma de Gramanet Santa Cristina d'Aro Santa Margarida de Montbui San Sebastián Terrassa Viladecans
France	Arcueil Aubagne Bobigny Cités Unies France (CUF) Conseil Régional Pays de La Loire Conseil Régional Rhône-Alpes Conseil Général Seine-Saint-Denis Conseil Général Val-de-Marne Lyon Nanterre Nantes Saint-Denis Taverny Villeurbanne
Hollande	Utrecht
Italie	Commission Italienne de Cités Unies (CICU) Province de Milan Rome Vénice
Pologne	Lublin
Portugal	Gavião Palmela
Royaume Uni	Local Government International Bureau (LGIB) Londres
Suisse	Genève



<b>RÉSEAUX INTERNATIONAUX</b>	
Association Amérique – Europe des Régions et des Villes (AERYC)	
Forum des Autorités Locales pour l’Inclusion Sociale et la Démocratie Participative (FAL)	
Forum des Autorités Locales de Périphérie (FALP)	
Réseau des villes signataires de la Charte Européenne des Droits de l’Homme dans la Cité	
Réseau pour les Budgets Participatifs - Espagne	
Réseau brésilien pour les Budgets Participatifs	
Réseau portugais pour les Budgets Participatifs	
Observatoire Européen “Villes et cités pour tous et pour toutes”	
Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP)	

<b>PARTENAIRES</b>	
Espagne	Institut de Droits Humains de la Catalogne (IDHC)
France	Secrétariat International Permanent <i>Droits Humains et Gouvernements Locaux</i> – Nantes, Pays de la Loire
Mexico	Centro Opérationnel pour le Logement et le Peuplement (COPEVI)
Portugal	Centre d’Études Sociales (CES), Université Coimbra Association In Loco